



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRECHIN

Moulin de Chaumont
87320 Val-D'oire-Et-Gartempe

Références : UID872026-68
Code AIOT : 0006000354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement FRECHIN implanté LIEUDIT MOULIN CHAUMONT DARNAC 87320 Val-d'Oire-et-Gartempe. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRECHIN
- LIEUDIT MOULIN CHAUMONT DARNAC 87320 Val-d'Oire-et-Gartempe
- Code AIOT : 0006000354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRECHIN exploite des installations de traitement de surfaces sur la commune de Val-d'Oire-et-Gartempe, en bordure de Gartempe. Le tableau des rubriques ICPE du site a été modifié en 2018 par un décret, qui intègre la rubrique 4110 substances toxicité aiguë de cat. 1 (autorisation). En 2019, l'évolution de la rubrique n° 2565 décline les activités correspondantes sur

le site, du régime de l'autorisation vers celui de l'enregistrement. Le site reste néanmoins soumis à autorisation au titre de la rubrique 4110. Les arrêtés préfectoraux les plus récents datent du 24 octobre 2001 dont l'article 1-2 « activités visées » a été modifié le 12 juin 2018 par le décret susmentionné, et du 22 novembre 2011 (relatif à la présence d'une source de pollution historique sur site).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Alarme incendie et Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Sans objet
7	Veille réglementaire – Nouvelles dispositions réglementaires	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1	Sans objet
8	Gestion des produits – registre des substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines – Gestion de la pollution	AP Complémentaire du 22/11/2011, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux attentes de la précédente inspection et la présente inspection ne fait ressortir qu'un point relatif à l'adaptation de certains volumes de rétention au niveau des substances dangereuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a justifié d'un classement de ses fiches de données de sécurité dans un logiciel dédié. Les fiches y sont enregistrées sous un numéro d'ordre propre au site. Ces fiches sont accessibles dans les locaux de production et d'entreposage par le personnel en charge de leur utilisation via un réseau informatique (test réalisé par l'Inspection sur un produit présent sur le site). Chaque poste de travail est équipé d'un accès informatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'Inspection a pu vérifier, sur la base de la fiche de données de sécurité d'une substance détenue sur le site, le bon respect de quelques mesures de maîtrise des risques au regard notamment :

- de l'adéquation des extincteurs situés à proximité avec les moyens d'extinction mentionnés appropriés ;
- de la connaissance des mesures à prendre en cas de déversement accidentel et de la présence des équipements correspondants sur site ;
- du respect des conditions d'élimination (modalités de stockage et de prise des emballages vides et des bacs usés par entreprise autorisée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'Inspection a constaté l'entreposage de liquides classés dangereux dans des bidons de 25 litres. Ces derniers sont systématiquement placés sur des rétentions dans le respect de la capacité minimale de 20 % de la capacité totale des récipients.

Les consignes prévues visent, au regard des rétentions d'une capacité maximum de 276 litres, à ne pas entreposer plus de 1380l de produits non inflammables (ratio qui était respecté lors de la visite).

Néanmoins l'Inspection note que dans ce contexte, la capacité minimale de la rétention associée devrait être au minimum de 800l.

Les bacs de traitement sont positionnés sur un dispositif de rétention commun. L'exploitant signale que tous les bacs détenant des produits incompatibles sont équipés d'une double paroi tenant lieu de rétention pour le réservoir associé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'Inspection les mesures correctives qu'il envisage de mettre

en œuvre afin de respecter pour les rétentions concernées, le volume réglementaire minimum de 800l requis dans le contexte actuel de la présente inspection ou les dispositions notamment organisationnelles mises en œuvre afin de s'en prévaloir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant a justifié d'une procédure interne « PE005 gestion des produits » intégrant ce sujet. L'inspection a par ailleurs pu constater la présence, au niveau des zones concernées de grilles d'incompatibilité entre produits et la sensibilisation à cet égard de l'agent en charge de leur gestion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : l'exploitant dispose d'un état des stocks géré via un logiciel lui permettant de connaître en tant réel la quantité des produits présents et de plans associés matérialisant les zones de stockages avec les dangers associés. Ces plans sont par ailleurs disponibles et consultables au niveau du local d'accueil et dans un local déporté (précaution en cas d'incendie).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Alarme incendie et Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie et Procédures d'urgence

Prescription contrôlée :

Systèmes de détection automatique.

I.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

-dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

-dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

II.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

III.-L'exploitant dresse la **liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités** et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un **contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.**

Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le rapport de la précédente inspection du 18/06/2024 mentionnait :

Concernant la mise en œuvre des nouvelles dispositions de l'article 19 sus-visé, introduites par l'arrêté du 20 avril 2023 modifiant l'arrêté du 09 avril 2019 et obligatoires depuis le 1^{er} juillet 2024, l'exploitant a indiqué lors de la visite avoir fait établir un devis. Il a également précisé qu'il s'agissait d'une priorité pour l'entreprise, mais que l'importance de l'investissement induit ne permettait pas d'envisager sa réalisation en 2024 mais plutôt dans le courant du premier semestre 2025.

L'exploitant transmet sous 15 jours à l'inspection un échéancier garantissant la finalisation de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions réglementaires pour le 28 février 2025.

Constats :

Par information du 26/12/2024, l'exploitant avait informé l'Inspection de la mise en œuvre depuis début décembre 2024 des travaux relatifs à la détection automatique incendie avec une échéance prévue pour février 2025.

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté sur site le dispositif mis en place qui n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Veille réglementaire – Nouvelles dispositions réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1
Thème(s) : Autre, Veille réglementaire – Nouvelles dispositions réglementaires
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées. « Le présent arrêté s'applique : a) aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement ; c) ...Les dispositions du point d de l'article 14, du point III de l'article 17 et de l'article 19 sont applicables aux installations relevant des a, b ou c au 1er juillet 2024 . article 14 _ Moyen de prévention et de lutte contre l'Incendie L'installation est dotée... d) d'un dispositif de détection automatique d'incendie ; article 17 _ le contrôle des installations électriques prévu au point II est au moins annuel ; article 19 _ L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps...
Le rapport de la précédente inspection du 18/06/2024 mentionnait : Lors de la visite du 18 juin 2024, l'exploitant a confirmé avoir bien pris en compte ces nouvelles dispositions, introduites par l'arrêté du 20 avril 2023 modifiant l'arrêté du 09 avril 2019 sus-visé et notamment au regard de l'échéance du 1 ^{er} juillet 2024. Il reconnaît cependant ne pas avoir finalisé ce travail d'évaluation. L'Inspection a par ailleurs attiré l'attention de l'exploitant sur les éléments du dossier «Installations classées » tel que visé au point 2-2 de son arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé et sur l'importance de leur mise à jour régulière. L'exploitant a ainsi été invité à bien considérer les réglementations associées aux différentes activités relevant du régime de la déclaration, tel que l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicable à la rubrique 4510, y compris dans la veille réglementaire. Outre les éléments attendus au point 5 sus-visé*, l'exploitant transmet sous 15 jours à l'Inspection les éléments permettant de justifier la prise en compte de l'ensemble des nouvelles dispositions qui lui sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2024, et en cas de retard l'échéancier de mise en œuvre des actions correctives qu'il prévoit pour assurer la mise en conformité. <i>* point 5 du précédent rapport de l'inspection du 18/06/2024</i>
Constats : Par information du 26/12/2024, l'exploitant informait l'Inspection d'une commande auprès d'un prestataire en vue d'établir un récolement de l'arrêté du 09/04/2019 sur les dispositions applicables au site. Ce document a été transmis par l'exploitant le 31/01/2025 à l'Inspection et ne fait pas ressortir de non-conformités aux dispositions qui lui sont opposables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des produits – registre des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits – registre des substances dangereuses
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations des dites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le rapport de la précédente inspection du 18/06/2024 mentionnait :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour du contrôle un registre très détaillé des différents produits comprenant les volumes concernés et l'identification des zones de stockage.</p> <p>L'Inspection a consulté la fiche de données de sécurité (FDS) d'une des substances dangereuses de la liste et a pu constater :</p> <ul style="list-style-type: none">- le stockage du produit dans un local fermé (correspondant à la zone identifiée dans le registre sus-visé) dont l'accès est assuré sous la surveillance d'une personne formée (chargée du suivi des traitements et du stockage des substances) ;- la correspondance entre les données du registre et le volume stocké ;- l'actualisation récente de la FDS (version du 14-02-2023) ;- le respect sur site des modalités de stockage mentionnées notamment au point 7.2 de la FDS ;- la présence d'un extincteur adapté au niveau de la zone de stockage du produit, conformément au point 5.1 de la FDS. <p>Concernant les informations à destination des services de secours, l'Inspection précise que dans le cadre d'un accident, le document attendu doit assurer une information rapide et synthétique. Il doit notamment permettre dans le cadre d'une intervention, d'évaluer facilement pour chaque zone les différents dangers en lien avec les volumes et la nature des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents.</p> <p>L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection un document établi sur la base de ces considérations (complémentaire au registre existant).</p>
Constats : <p>L'exploitant a justifié de la mise à disposition des services de secours des informations attendues sus-visées. Ces éléments sont tenus à dispositions au niveau de l'accueil et dans le local déporté (précaution d'accès en cas d'incendie).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines – Gestion de la pollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/11/2011, article 4

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines – Gestion de la pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de gestion :</p> <p>A partir du schéma conceptuel visé à l'article 3.3, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :</p> <p>[...] en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche.</p> <p>[...] contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines. »</p> <p>Le rapport de la précédente inspection du 18/06/2024 mentionnait :</p> <p>...</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de bien considérer le caractère itératif du processus mentionné à l'article 5 de l'APC du 22/11/2011. Le schéma conceptuel de février 2018 faisait notamment état de l'absence de risque de transfert potentiel vers la rivière.</p> <p>Eu égard aux résultats en lien avec le PZ2 sur deux décennies, et considérant le sens d'écoulement des eaux souterraines (quasiment perpendiculaire aux lignes piézométriques en direction de la rivière et des terrains cultivés situés au Sud sur l'autre rive) la possibilité et l'impact d'une diffusion au-delà du site et vers ces terrains peut se poser.</p> <p>Ainsi et à la lumière des données acquises dans le temps, la pertinence d'une réévaluation du schéma conceptuel de février 2018 au regard de potentiels impacts au droit de la zone potentiellement exposée est à considérer.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par transmission du 26/12/2024, l'exploitant a communiqué à l'Inspection un bilan quadriennal réalisé en novembre 2024, incluant un nouveau schéma conceptuel.</p> <p>Ce dernier mentionne l'absence de mise en évidence d'impact sur la rivière et un sens théorique d'écoulement de la nappe qui s'oppose à toute contamination potentielle des terrains agricoles situés au sud sur l'autre rive.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>